

**Lettre ouverte**  
**à M. Sébastien Lecornu,**  
**Secrétaire d'État**  
auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire

Monsieur,

Mardi 20 février 2018, nous avons appris votre déplacement de deux jours sur le site de Bure.

Mercredi 21 février 2018, nous avons pris fortuitement connaissance que vous rencontriez les associations d'opposant.es et d'élus ce vendredi de 9h à 10h30 en préfecture de Bar le Duc, par l'intermédiaire d'un communiqué/planning envoyé aux rédactions des médias. Quelques associations ont été contactées en effet, mais seulement en fin de journée.

Nous avons fait l'effort de répondre positivement à cette demande, malgré ces manières cavalières et le peu d'espoir que suscitait une rencontre aussi tardivement préparée et sans ordre du jour.

Ce jeudi 22 février à 6h du matin, les hiboux de Bure ont du affronter 500 gardes mobiles, au bois Lejuc, au pied des arbres de leurs cabanes, venus les déloger sans sommation. La maison de résistance de Bure a fait elle aussi l'objet d'une nouvelle effraction policière.

Etiez-vous au courant de cette opération musclée, qui accompagne votre visite de façon si peu glorieuse, crédible, honorable ? Opération filmée, dont les images passent en boucle sur les médias, preuve que tout était bien anticipé, et que la propagande est plus importante que l'information...

**Qui pilote l'avion ? Qui décide quoi ?**

Intérieur et Transition écologique ou Intérieur contre Transition écologique ?

Du côté du ministre de l'Intérieur, celui-ci a clairement annoncé la couleur : répression aveugle et sans concession, au nom de l'Etat de droit. Même si il s'agit de conforter une agence de gestion des déchets radioactifs dont la présence dans ce Bois Lejuc est contestée devant les tribunaux (4 recours juridiques en attente). Même si l'on sait que le projet Cigéo est un désastre technologique, financier et sociétal annoncé.

Ce ministre a tenu, le jour de votre visite, à montrer les dents et à affirmer son mépris total de toute concertation. Cette opération de communication de grande ampleur met en danger la liberté d'expression et de contestation dans ce pays. C'est la leçon que l'Etat veut faire passer. Vous aussi ?

Qu'en est-il de la position de Nicolas Hulot, en tant que ministre de la Transition écologique et solidaire membre de ce gouvernement ; en tant qu'homme soucieux de l'avenir de la planète ?

**Vous ne nous rencontrerez pas demain vendredi, car il ne peut plus être question comme annoncé, de volonté de concertation, ni de reprendre le dialogue dans ce lourd dossier Cigéo.**

Que vous soyez pour ou contre cette opération de communication opérée sur le compte d'une opposition juste, légitime et inébranlable depuis trois décennies, sachez que l'Etat vient d'envoyer un signal d'une brutalité inouïe, indigne d'un Etat de droit, qui présage tout le contraire.

Expulser les acteurs d'une cause juste est un acte d'une gravité certaine, qui ne peut éteindre, soyez-en assuré, la contestation. Nous espérons que vous en saisissez, à temps, toute l'importance.

*Le 22 février 2018*

*Les associations d'opposant.es citoyen.nes et élu.es : Burestop55, Bure Zone Libre, Cedra52, Eodra, Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château, MNE, Mirabel LNE, et des Hiboux de Bure*